

# Enquête : à Marseille comme ailleurs, l'accaparement du territoire par les infrastructures du numérique

---

*L'empreinte environnementale du numérique en débat*

*Journée Enjeux Majeurs*

*Master communication numérique et conduite de projets,*

*Cemti, Université Paris 8*

*9 avril 2025*

Edlira Nano, chargée de mission « écologie et numérique » à



- Cette enquête a été menée à Marseille, entre 2023 et fin 2024, par des habitant.es (<http://habitant.es>), membres de La Quadrature du Net (<https://laquadrature.net>), du collectif Le nuage était sous nos pieds (<https://lenuageetaitsousnospieds.org>), et du Collectif des Gammars (<https://www.collectifdesgammars.com>).
- L'enquête est restituée en grande partie dans cet article en ligne (<https://www.laquadrature.net/2024/11/20/accaparement-du-territoire-par-les-infrastructures-du-numerique>) sur le site de la Quadrature du Net (disponible en FR et EN).
- Lors de cette présentation de l'enquête, je reviendrais en détail sur la méthodologie de travail (que vous ne trouverez pas sur l'article publié plus haut).
- De plus, cette présentation contient des photos inédites et une partie de l'enquête non publiée encore, concernant les arrivées des câbles sous-marins intercontinentaux d'Internet sur le territoire marseillais.

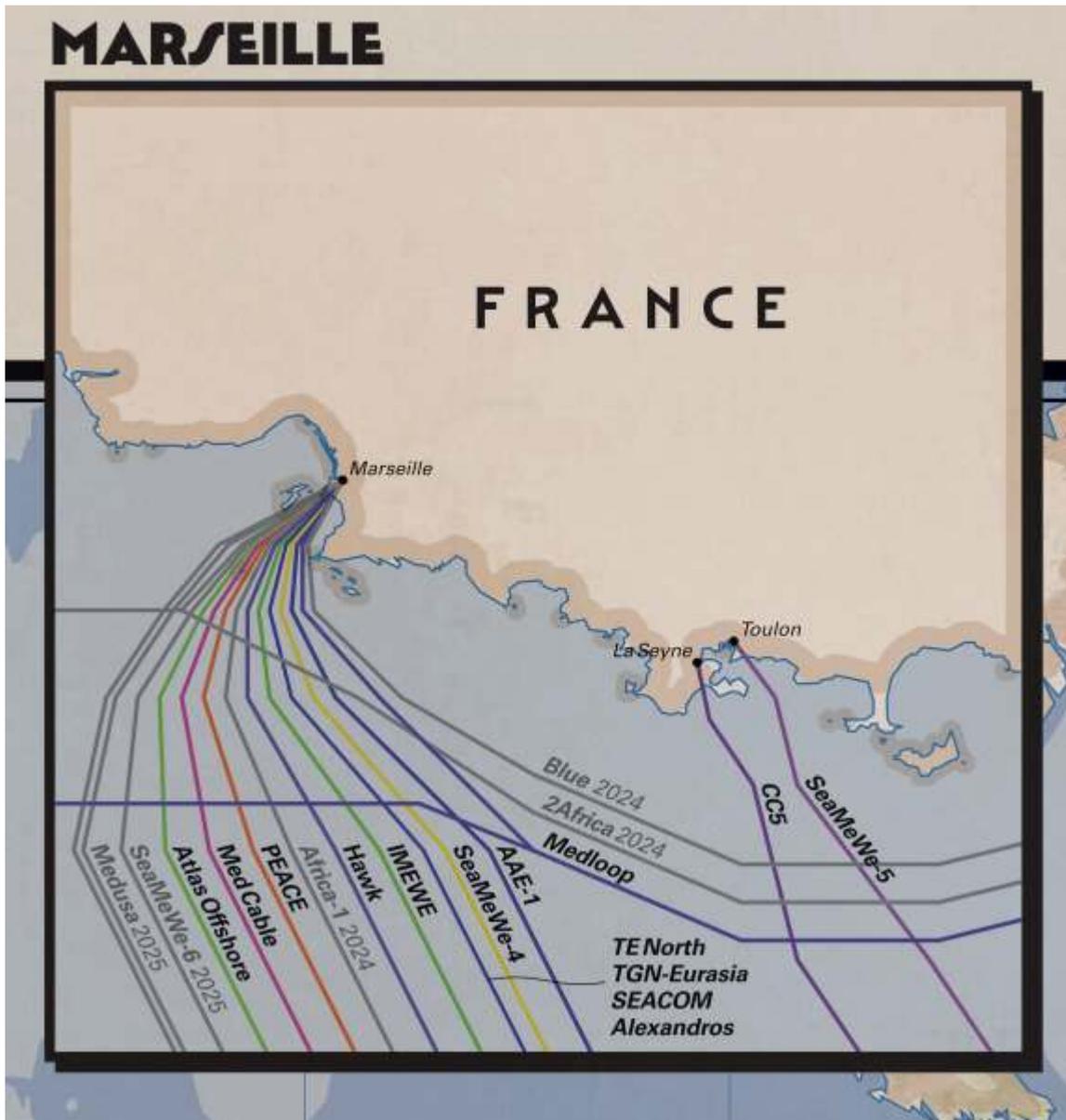
## Pourquoi s'intéresser au numérique et à ses infrastructures

---

- Dans **Évaluation de l'impact environnemental du numérique en France** BRILLAND Thomas, FANGEAT Erwann, MEYER Julia, WELLHOFF Mathieu, ADEME, 2025.
- « *L'empreinte carbone générée pour un an de consommation de biens et services numériques en France en 2022 représente l'équivalent de 4,4 % de l'empreinte carbone nationale soit 29,5 Mt CO<sub>2</sub>éq, ce qui représente un peu moins que les émissions totales*

du secteur des poids lourds. »

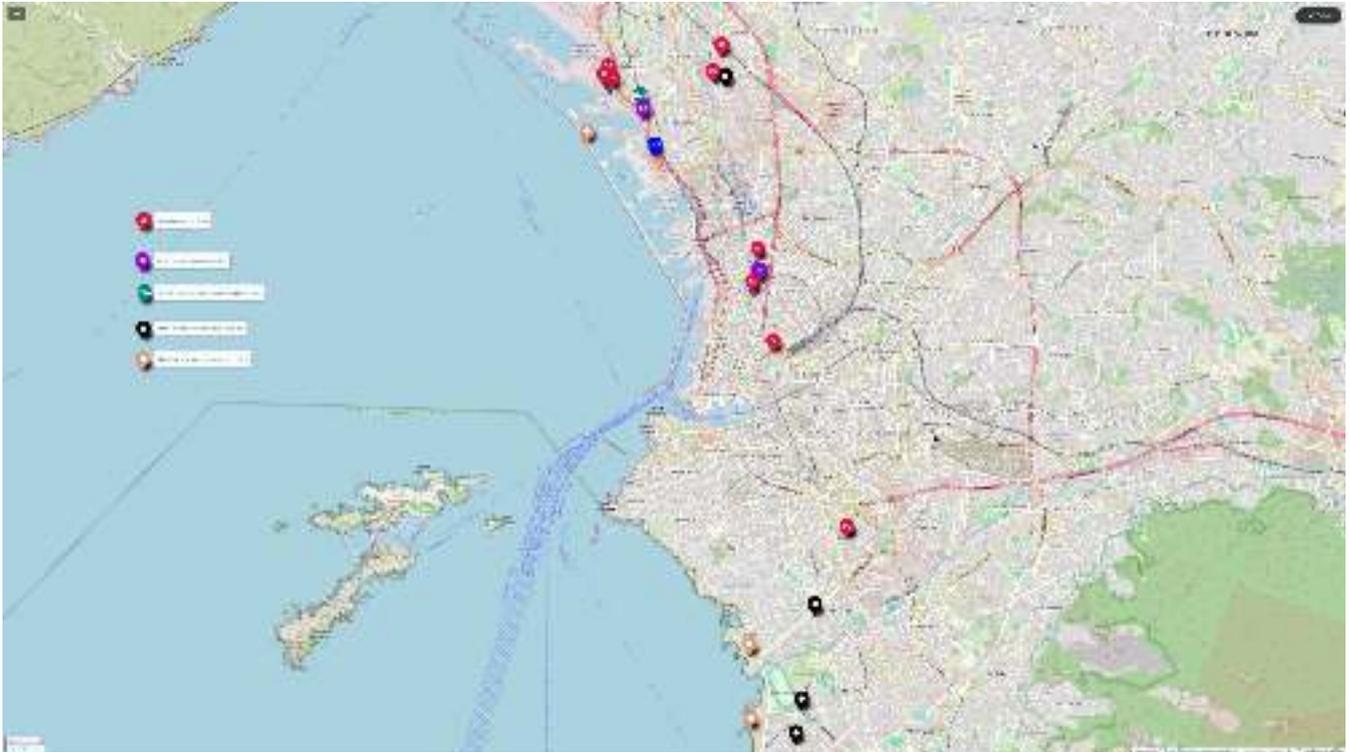
- « 117 millions de tonnes de ressources sont utilisées par an pour produire et utiliser les équipements numériques soit 1,7 tonnes par français et par an. »
- « Les terminaux représentent 50 % de l’empreinte carbone du numérique, les data centers 46 % et les réseaux 4 %. »



Carte des câbles sous-marins transcontinentaux arrivant aujourd’hui à Marseille. Source : Telegeography, Submarine Cable Map.



- 16 câbles sous-marins intercontinentaux
- 12 gros data centers
- « 7eme hub mondial de la data »
- Services hébergés : Google, Amazon, Microsoft, Meta, Netflix, Disney+, Capgemini, Thalès, etc.



Cartographie des data centers sur le terrain et sur OpenStreetMap :

[https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/infrastructures-numeriques-a-marseille\\_1140798#13/43.3287/5.3406](https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/infrastructures-numeriques-a-marseille_1140798#13/43.3287/5.3406) ([https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/infrastructures-numeriques-a-marseille\\_1140798#13/43.3287/5.3406](https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/infrastructures-numeriques-a-marseille_1140798#13/43.3287/5.3406))

- Digital Realty un des trois leaders mondiaux de data centers de colocation
- 5 data centers à Marseille : MRS1, MRS2, MRS3, MRS4, MRS5 en construction, tous sauf MRS1 situés dans l'enceinte du Grand Port Maritime de Marseille (GPM)
- MRS6 en construction en périphérie de Marseille, à Plan de Campagne, depuis que la ville n'a plus d'électricité disponible.











**Data centers : une implantation territoriale opportuniste et des politiques d'État accueillantes**

## Marseille

- présence des câbles sous-marins de liaison Internet transcontinentales
- présence historique des grands acteurs des télécoms et des points d'échange Internet
- opportunité foncière peu chère au sein du territoire du Grand Port Maritime de

Marseille (GPMM) : établissement public placé sous la tutelle de l'État, ayant des missions de service public administratif et de service public à caractère industriel et commercial.

- Christophe Castaner, président du conseil de surveillance du GPMM:

« le French smartport de Marseille-Fos [...] ouvre la voie au concept de hub maritime des données », et est un port entrepreneur qui « craint avant tout sa désindustrialisation »

## Île-de-France :

---

- l'implantation des data center se fait essentiellement dans le département de Seine-Saint Denis : à La Courneuve, Aubervilliers et Saint-Denis
- Territoires membres de Plaine Commune, qui est un établissement public territorial en charge de l'aménagement et développement économique, social et culturel.
- Regardons ensemble sur une carte (données OpenStreetMap) : <https://overpass-turbo.eu/s/21Xc> (<https://overpass-turbo.eu/s/21Xc>)

## Territoires de Plaine Commune

---

- Autrefois territoire agricole alimentant les Halles de Paris
- Industrialisation dans les années 60 – 70
- Désindustrialisation brutale à partir des années 90.
- Les anciennes friches industrielles deviennent des opportunités foncières peu chères
- De nouvelles industries telle les data centers et les opérateurs télécoms s'y installent en masse depuis les années 2000.

**On retrouve là encore des dynamiques foncières et économiques, poussées par des politiques d'État, similaires à celles de Marseille.**

## Politiques d'État accueillantes

---

- France Datacenters, la plus grande association de lobbying en la matière, présente la France comme « **la destination idéale** », une véritable « **data centers nation** ».

- Vidéo promotionnelle : <https://video.lqdn.fr/w/s6SAhz2SfoQ9bywAk4K98q> (<https://video.lqdn.fr/w/s6SAhz2SfoQ9bywAk4K98q>)
- « la France possède des secteurs économiques solides et diversifiés, tels ceux du numérique et des télécommunications, de la finance, de l'automobile ou de l'aéronautique, secteurs moteurs des data centers »
- « Le gouvernement français a lancé de nombreuses initiatives et des financements dédiés à la numérisation des industries (10 milliards dédiés au secteur numérique au cours des dernières années), permettant au secteur des data centers une croissance multipliée par deux entre 2016 et 2021, avec un milliard d'euros d'investissement annuel. »
- « Un foncier peu cher et facilement accessible »
- « Une énergie électrique à bas coût (la deuxième la moins chère en Europe, avec une moyenne de 84 euros le mégawattheure en 2020) et à faibles émissions carbone (car majoritairement nucléaire).
- « L'infrastructure réseau de la France, avec son réseau fibré, sa 5G et ses câbles intercontinentaux, est un atout majeur à bas coût d'accès. »
- « L'infrastructure électrique française est très développée et solide, ayant un coût de maintenance infrastructurelle gratuit pour les data centers, car maintenue par les entreprises publiques RTE et Enedis, qui ont promis un investissement de plus de 100 milliards d'euros d'ici 2035 sur cette infrastructure »
- La vidéo souligne de plus que les industries disposent en France de nombreux avantages fiscaux, et même de financements régionaux pour leur implantation.

## Avantages fiscaux étatiques

---

En 2018, l'Assemblée nationale vote (proposition de Bothorel) une aide fiscale pour les data centers : un tarif réduit à la taxe intérieure de consommation finale d'électricité (TICFE), d'ordinaire de 22,5 euros par mégawattheure (MWh), divisée par 2 pour les data centers, soit 12 euros par mégawattheure, au-delà du premier GWh consommé.

En 2019, l'ancien ministre de l'économie Bruno Le Maire, lors de l'inauguration à Pantin d'un data center d'Equinix :

« Notre ambition c'est que la France soit la première terre d'accueil de data centers en Europe. L'installation sur le territoire national de data centers est une nécessité pour accélérer l'accès des entreprises aux outils de la transformation numérique et un enjeu de souveraineté pour maintenir sur le territoire national les données sensibles des entreprises. »

En 2021, le ministre, accompagné de Cédric O, alors secrétaire d'État chargé du numérique, lançait, dans le cadre du Plan « France Relance », **la stratégie nationale d'accélération pour le Cloud** :

1,8 milliard d'euros, dont 667 millions d'euros de financement public, 680 millions d'euros de cofinancements privés et 444 millions d'euros de financements européens, [...] vise à renforcer le soutien à l'offre de la filière industrielle de cloud française et mise sur l'innovation et les atouts de l'écosystème français du Cloud

En 2025, lors du sommet pour l'IA, Emmanuel Macron annonce :

- 109 milliards d'investissements privés, étrangers et publics français
- une grande partie pour construire et accueillir 35 data centers hyperscale dédiés IA
- Ce sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, c'est la conviction que nous avons, en France, dans le progrès. Nous, en tant que Français européens, on veut accélérer et on veut réduire l'écart. On veut prendre des textes, prendre des mesures pour aller de plus en plus vite.
- Cette semaine l'Assemblée Nationale vote la loi de la simplification de la vie économique, qui dans son article 15, vise à accélérer l'implantation des data centers, qualifiés de Projet Nationaux d'Intérêt Majeur.

Une fausse souveraineté :

- exemple du Health Data Hub : projet public de stockage des données de santé des français.es (<http://xn--franais-xxa.es>) dans les data centers de Microsoft
- des accords couplés avec des clouds GAFAM : Orange et AWS d'Amazon, Microsoft et ses data centers IA en accord avec les régions utilisant ses services.

# Dangers environnementaux et accaparement de ressources vitales

---

## Consommation d'électricité

---

- Grande consommation électrique
- Mise en danger de projets d'électrification de la ville, notamment dans les transports (projets de transition énergétique)
- A Marseille en 2012 : impossibilité d'électrification des bus de la ville
- En 2024 : accaparement de l'énergie électrique disponible pour l'électrification des navires à quai, source de pollution causant des morts et problèmes de santé à Marseille.

## Accaparement des ressources en eau

---

- Utilisée pour le refroidissement
- Les data centers utilisent de l'eau de qualité potable :
  - parfois directement raccordés à l'eau potable de la ville (cas de PAR08 de Digital Realty à La Courneuve : 248 091 m<sup>3</sup> annuels d'eau en zone sujette aux sécheresses)
  - parfois directement raccordés aux nappes phréatiques (data center de Meta à Talavera de la Reina en Espagne)
  - parfois raccordés aux rivières ou sources d'eau qualité potables artificielles (cas de Marseille avec le *river cooling*)





**interxion**<sup>™</sup>  
A DIGITAL REALTY COMPANY

MY  
DIGITAL  
BUILDINGS



dalkia smart building

Projet Rivercooling réalisé avec le soutien technique et financier de  
l'ADEME et de la Région Sud



**RÉGION  
SUD** PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR

## Rejets de gaz fluorés : haut potentiel de gaz à effet de serre

---

- Cas du data center MRS3 de Digital Realty à Marseille : fuites répétées de gaz fluorés, durant 3 ans, malgré les contrôles de la DREAL, jusqu'à la mise en demeure qui les oblige à agir.
- C'est ce même data center, qui a mis en place le *river cooling*, qui sers de caution greenwashing à l'entreprise, alors que les rejets de gaz fluorés ne sont pas connus du grand public, mais seront révélés lors de cette enquête.

## River cooling

---

- En 2018, l'entreprise Digital Realty a obtenu de la Préfecture l'autorisation de détourner les eaux de la cunette de la Galerie à la Mer, afin de les récupérer pour refroidir son data center MRS3.
- Les eaux fraîches de cette cunette, qui sont à 15,5 degrés sont captées et injectées dans un circuit de refroidissement dans le data center, pour échanger leurs « frigories » contre des « calories ».
- Elles repartent ensuite, réchauffées à environ 27 degrés, dans la Galerie à la Mer, à destination de la Méditerranée au niveau de Cap Pinède.
- Fabrice Coquio, Digital Realty : « le rejet d'eau chaude dans la Méditerranée n'a aucun impact sur la faune et la flore »
- Enquête publique DREAL : « **risques d'eutrophisation** » (déséquilibre du milieu provoqué par l'augmentation de la concentration d'azote et de phosphore) entraînée par les rejets d'eau réchauffée de la Galerie à la mer, « risques accrus en période estivale ». Mais, aussi « **éventuelle prolifération des algues filamenteuses** ».
- Aucun suivi ni mesures sérieuses des effets de ces rejets ne sont aujourd'hui publiées.
- Plusieurs communes se situant sur le tracé de la Galerie à la Mer entre Gardanne et Marseille avaient émis des réserves sur l'accaparement de cette eau publique par Digital Realty, et proposé d'autres usages pour ces eaux.
- Septème-les-Vallons demandait que soit priorisée la possibilité de pomper une partie des eaux potables de la Galerie à la Mer pour le **soutien de l'activité agricole et de la**

**biodiversité** et pour le **déploiement de dispositifs de prévention des incendies**.

- La ville de Mimet demandait à pouvoir utiliser cette **réserve d'eau douce** également.

Le collectif des Gammares à Marseille :

« Alors que les hydrologues enjoignent à la sobriété et régénération des cycles naturels de l'eau, le choix de refroidir les data centers pour que des géants du numérique puissent louer des espaces pour leurs serveurs, **ne nous parait pas d'intérêt général**.

Dans un contexte d'**accroissement des épisodes climatiques extrêmes** ayant pour cause **le réchauffement climatique**, où **les sécheresses s'intensifient** et se produisent de plus en plus régulièrement en Région Sud et ailleurs, mettant en cause l'approvisionnement en eau potable ou à usage agro-alimentaire, il serait urgent à ce que soient systématisées et publiées toutes les enquêtes portant sur cette ressource commune qui est l'eau et nous considérons que **les eaux doivent être autant que possible allouées à des usages d'utilité publique ou pour les milieux qui en ont besoin**. ».

Comités d'intérêts de Quartier du 16ème arrondissement de Marseille :

« Les riverains sont confrontés aux pollutions atmosphériques des navires et aux nuisances sonores des activités portuaires. Le directeur général adjoint du GPMM a estimé la puissance électrique encore nécessaire aux activités du port et à l'électrification des quais à 100 à 120 MW, la puissance totale des data centers programmés est de 107 MW. Les data centers de Digital Realty situés dans l'enceinte du GPMM sont alimentés par le poste source de Saumaty, situé dans quartier de Saint-André. Le futur data center de Segro situé à Saint André sera lui alimenté par le poste source de Septèmes-les-Vallons situé à 11 km. Le poste source de Saumaty serait-il saturé ? ... L'électrification des quais du Chantier Naval de Marseille dans le GPMM est repoussée à 2029. Les data centers seraient-ils servis avant le GPMM ? »

Colas Chabanne, RTE Marseille :

« Les conditions de raccordement dans la ville ne permettaient pas à la filière de concrétiser ses projets : les data centers commençaient à entrer en concurrence avec d'autres projets locaux comme l'alimentation électrique des navires à quai dans le port, l'aménagement du quartier Euroméditerranée, etc. »





## Agir :

---

- Coalition Hiatus pour résister à l'IA partout : <https://hiatus.ooo/> (<https://hiatus.ooo/>)
- Contre la loi simplification : moratoire sur les data centers et suppression de l'article 15
- Campagne en cours : <https://www.laquadrature.net/moratoire-data-centers/> (<https://www.laquadrature.net/moratoire-data-centers/>)
- En parler autour de vous, organiser des balades pas loin du campus ...
- Faire un don à La Quadrature du Net : [laquadrature.net/donner](http://laquadrature.net/donner) (<http://laquadrature.net/donner>)



**Cartographie en photos des chambres d'atterrissage et stations d'atterrissage des câbles intercontinentaux à Marseille.**





















DIF 1er etage

IMEWE HAWK RELIANCE

